L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$18 (payable d'avance
TROIS FOIS PAR SEMAINE $10 (

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 21 MARS 1843

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY.

La plus nombreuse assemblée remplissait hier soir la Salle de Bal de la Bourse St. Louis; il s'agissait d'une bonne œuvre, la foule s'était empressée de répondre à l'appel qui lui avait été adressé par les deux sociétés françaises. L'épouvantable catastrophe qui a frappé la Pointe-à-Pitre avait éveillé toutes les sympathies, aussi la voix des orateurs qui se sont fait entendre a-t-elle trouvé de l'écho partout, et chacun s'est empressé de venir apporter son offrande au tribut que devait chaque jour l'active charité de nos concitoyens. M. de Marigny, M. Soulé, M. Perche, M. Preaut, ont tour à tour paru à la tribune. L'improvisation vive et sentie du premier, l'éloquence accentuée et savamment dramatique du second, le style de chevalerie du troisième et les sympathiques accents du dernier ont fait passer leurs auditeurs par toutes les émotions de la terreur et de la pitié, et souvent des cris approbateurs ont salué les généreux élans qui échappaient par instant à la sensibilité qui éprouvait combien ces émotions étaient vives et unanimes. Les orateurs, les deux sociétés françaises, la population de la Nouvelle-Orléans ont également acquis l'heureuse certitude que leur œuvre de charité... Nous ne parlons pas des dames, il y avait du bien à faire, et on ne pouvait manquer d'accourir avec empressement. Elles remplissaient les galeries, et leur présence donnait à cette réunion un caractère solennel et touchant qu'on n'avait pas encore vu exister sans elles.

L'honorable Th. A. Wadsworth est mort hier à une heure un quart. Ce triste résultat qu'on redoutait à toute heure du duel, était devenu certain depuis ce matin, car la gangrène avait commencé son œuvre de destruction. L'autopsie a prouvé que l'artère crurale avait été entièrement coupée, ainsi que l'avait dit tout d'abord le chirurgien qui assistait M. Waggaman.

Le duel continue à régner depuis quelques jours déjà de manière à ne pas nous permettre de nous laisser aller un seul instant et de prendre un dernier souper, entouré de sa femme et de ses enfants et de plusieurs de ses amis.

Les hommes sérieux seront rendus à M. Waggaman aujourd'hui à 11 heures 1/2. Le convoi partira de la Maison d'Etat.

Le malade a maintenant la tête calme de Charleston. C'est un terrain que nous tâcherons de ne plus labourer. Heureusement nous avons à glaner dans nos fermes, autrement!...

L'honorable Barrow, sénateur au Congrès, est de retour de cette ville. Il est descendu à l'Hôtel Saint-Charles.

Le général J. B. Davis revient aujourd'hui de cette semaine.

Plusieurs officiers de... ont sur le plus charmant spectacle de la saison, la *Favorite* et les *Mousquetaires de la Reine*, dans la salle d'Orléans si elle n'est pas solide.

Du Larondel. — La dernière lecture du docteur Lardner a présenté le plus vif intérêt; elle a été consacrée en partie à des observations sur les comètes, et ce sujet a rempli d'admiration l'auditoire entraîné par le savant.

Courrier. — Le *Mississippien* du 9 mars contient les nouvelles typographiques suivantes:

L'honorable J. C. Spencer a résigné sa commission de secrétaire de la guerre, et accepté sa commission comme secrétaire de la trésorerie. Il entre aujourd'hui dans ses nouvelles fonctions.

James Madison Porter, de la Pennsylvanie, a été nommé pour remplir le poste de secrétaire de la guerre laissé vacant par la mutation de M. Spencer, et se rendra à son poste sans aucun délai.

Bonne nouvelle. — Nous trouvons dans le *Herald* de Mobile le paragraphe suivant et nous souhaitons un empressement égal à nos confrères:

Le capitaine Sparks de la goélette *Eclair* de Galveston, venant de Pensacola, nous annonce qu'un navire a été trouvé échoué sur notre côte dans ce dernier port. Il venait de Key-Largo, et a été abandonné par la Nouvelle-Orléans. Il avait à bord des vivres et des effets appartenant à divers passagers. Le capitaine Sparks a pris ces effets à son bord et les a apportés à Galveston. Il a été payé par eux la somme de $50 000 pour ce service. Le capitaine Sparks, de la goélette Marie de la Martine, a quitté le gouvernement de Yucatan adresser cette mission. Nous le croyons cette nouvelle avec joie, et nous espérons qu'après le combat que le brave commandant va affronter avec son navire, nous le verrons de retour à la tête de son commandement.

DESTRUCTION DE BONS MUNICIPAUX.

L'Administration a mis à exécution du Conseil de la Municipalité No. 1, adopté hier soir, le comité municipal s'est réuni à l'hôtel de ville ce matin pour DOUZE MILLE PIASTRES de bons municipaux dus de nombreux créanciers.

Robert Wigney T. Duplessis $6 125
Checks sur la Banque des Citoyens 4 035
Do. do Améliorations 1 083
Nous croyons devoir recommander à ceux qui désirent étendre le capital des terrains pavant route à la Ville, ou acquitter leurs taxes, de profiter de la dépréciation qui frappe encore ces billets, car le chiffre de la circulation de la première Municipalité diminuant chaque semaine, donne lieu de présumer qu'avant peu elle sera remise au pair.

[*Courrier d'hier.*]

Echouement. — Le navire de Texas — Un brick venant de St Jean de Porto Rico à Norfolk, annonce par le correspondant de terre qu'il a laissé une mauvaise position à Anegada, annonce un établissement de sauvetage et que la Basse-Terre, Nevis, St. Pierre et Fort Royal sont à cette presque entièrement détruite. Ces nouvelles qui ne laissent qu'un bruit à St Jean, ne nous paraissent point fondées, surtout en ce qui touche St Pierre et Fort Royal. La Martinique n'avait nullement souffert du tremblement de terre. L'imagination aura singulièrement grossi les objets.

La Cour de District des Etats-Unis siégeant à Mobile, vient de décider, dans l'affaire des hermites l'Ave contre A. W. Gordon, que le mariage d'un blanc avec une Indienne selon les forces et coutumes des Choctas est nul, et qu'un homme civilisé ne peut contracter de mariage avec une sauvagesse que leurs enfants sont illégitimes et ne peuvent hériter. La Cour a aussi décidé qu'un testament fraudeux est obligatoire pour toutes les parties... [illegible] reçu par la Cour des Preuves. Des exceptions ont été prises et l'affaire va être portée à la Cour Suprême. La possession de [illegible] pour une valeur considérable, dépend de cette décision.

Mexique. — La gazette des Etats-Unis *Inquirer* venant de Vera-Cruz, nous apporte quelques nouvelles du Mexique. Par suite de la mort de notre correspondant, qui a succombé aux fièvres pernicieuses dont ce pays est affligé, nous sommes forcés de nous en tenir aux informations verbales que nous recevons.

Le *Dolphin* avait à bord $22 000 en espèces, il a quitté Vera-Cruz le 3 courant et a touché le 9 à Tampico. Pendant qu'il se trouvait dans ce port, il a appris que les prisonniers texiens de Mier qui avaient réussi à s'échapper, venaient d'être repris. Ils étaient au nombre de 111.

Les dissentions intérieures paraissent accroître. Santa Anna a quitté son hacienda de Manga de Clavo pour se rendre à Mexico, afin d'assister à l'adoption de la nouvelle constitution.

On assure ainsi nous ne savons jusqu'à quel point un bill a mûri sur la nouvelle, on assure que le Président du Mexique a envoyé à Houston des agents chargés de négocier la paix avec le Texas.

Les Mexicains lèvent sans cesse de nouvelles troupes pour continuer le siége de Campêche. Sept cents hommes de troupes sont partis de Vera-Cruz pour aller renforcer l'armée assiégeante.

L'honorable W. Forward, ex-secrétaire de la trésorerie, a repris l'exercice de sa profession d'avocat à Pittsburg (Pennsylvanie).

Pluie. — Les journaux de la campagne se plaignent très vivement du tort que fait à la végétation la température extraordinaire qui règne depuis plusieurs semaines.

Affaire Miller. — En vertu d'une décision du recorder de New-York, M. C. F. Miller, le rédacteur de sa femme, aura à répondre à l'accusation d'enlèvement illégal.

Un voyage de bonne famille. — On s'occupe beaucoup à Philadelphie du procès d'un jeune homme nommé John Porter, neveu du gouverneur de la Pennsylvanie et qui est accusé d'avoir volé pour $1 000 d'argent et de marchandises à MM. Warnock, dont il était commis. Ces Messieurs ont déclaré, dans leur interrogatoire, que la famille leur avait offert $1,000 pour tenir cette affaire secrète, attendu que le jeune homme devait probablement obtenir une place dans les bureaux de la justice. La justice l'a échappé belle, reste à savoir si à son tour John Porter lui échappera.

Les Fenians sous Cuba. — La frégate *la Cléopatre*, capitaine Roy, a mis à jeudi dernier à la voile du port de Brest pour la Chine. Ce bâtiment porte M. Duperré, fils du ministre de la marine, qui va visiter, pour la première fois, ces contrées si remarquables et sur lesquelles l'expédition anglaise, ainsi que l'important traité que la Grande Bretagne est en train de conclure avec l'empereur du Céleste empire, viennent de jeter un si vif et si puissant intérêt. Nul doute que la frégate *la Cléopatre* ainsi que les autres bâtiments de guerre français parcourant les mers de la Chine, n'assurent au pavillon et au commerce français la protection et les avantages qui leur sont dûs, et nous sommes persuadés que le fils de l'amiral Duperré saura marcher sur les traces de son père.

La frégate a été expédiée partie aux missionnaires français établis en Chine divers objets et machines dont l'utilité était reconnue depuis longtemps par ces hommes de dévouement occupés à répandre l'instruction et les bienfaits de la civilisation parmi les populations chinoises.

Droit de Visite. — Le discours de M. Dupin, à la Chambre des Députés, discours dont nous avons donné hier un aperçu, touche au cri de la question qui intéresse l'Amérique; il prouve entre autres choses que l'opinion générale sur le traité de Washington est parfaitement telle que nous l'avons indiqué:

L'ordre de ses idées conduit l'orateur à s'expliquer sur le traité américain; il rappelle que le président des Etats-Unis avait d'abord consenti à la visite réciproque, croyant ne pas lier en cela sa nation; mais le sénat, qui exerce là-bas le même pouvoir que le roi dans les monarchies, n'a pas voulu ratifier; et le président des Etats-Unis, organe cette fois de la volonté vraie de la nation, a déclaré dans de nobles termes qu'il convenait à la dignité et à l'honneur d'un peuple comme les Etats-Unis de faire exécuter ses propres lois et de faire la police de ses rivages avec des moyens qui sont en son pouvoir.

Voilà ce qu'a dit l'Amérique, et voilà ce qui est déclaré en termes équivalens dans le paragraphe de notre adresse. Eh bien! les Anglais ont les premiers violé le traité; ils y ont fait brèche en signant leur traité avec les Etats-Unis. Il était convenu entre la France et l'Angleterre que si un seul peuple refusait d'y entrer, les conventions deviendraient de nul effet. Il fallait que tout le monde s'en mêlât. Et l'Angleterre nous excitait à chercher des adhésions. Or, en violation de l'art. 9 des conventions, l'Angleterre, au lieu de demander l'admission des Etats-Unis, ne leur fait pas même la proposition d'accéder aux conventions.

Eh bien, quand on a en main un tel moyen contre l'Angleterre, il ne faut pas dire qu'on est placé entre une faiblesse ou une faute. [Nombreuses et bruyantes marques d'assentiment.] On a la raison pour soi; et avec le respect le plus profond, si vous voulez, avec le respect que l'on doit avoir pour d'anciens alliés, on peut faire valoir ces motifs, on peut leur dire: Nous avons fait un traité, nous maintenons le but dans lequel il a été fait; nous le maintenons non pas avec cette ardeur de jeunesse ou de leurs précédens (on rit), mais avec le sentiment de charité qui nous animait en 1840. En maintenant le but, restent les moyens.

Ces moyens peuvent varier. A une certaine époque vous nous avez donné le choix entre deux moyens. Nous avons mal choisi. Maintenant nous reprenons le moyen, puisque c'est celui que vous avez adopté en traitant avec les Etats-Unis; ce un mot, le but reste le même, mais nous voulons un moyen qui serve les nôtres sans blesser les blancs. (Hilarité et adhésion.) Il s'agit d'un contrat de bienfaisance entre deux grands peuples, et le bienfait ne peut tourner contre le bienfaiteur. [Très bien! très bien!] On peut aussi trouver détestable philantropie que celle des gens qui, dans l'intérêt des noirs, voudraient provoquer une guerre d'extermination entre les blancs (acclamations à gauche), entre deux grands peuples. (C'est cela! c'est cela!) Eh quoi! les blancs traient à écraser, les deux premiers peuples s'armeraient l'un contre l'autre, et cela au profit des noirs qui seuls y ont intérêt! Non, cela n'est pas possible!

RAPPORT OFFICIEL.

Les Délibérations du Sénat de la Louisiane.

Vendredi, 17 mars 1843.

M. Sparrow, après avoir appelé le bill pour accorder une permission d'absence temporaire au juge Taliaferro, de la paroisse Catahoula, fut observer que cette absence n'aura pas d'inconvénient puisque l'un des juges de paix remplacera le juge absent.

Le bill passe.

M. Labauve appelle le bill exemptant certains jurés du paiement de baux. — Adopté.

Sur motion, le Sénat prend son considération le bill relatif au canal de Barataria, et l'adopte.

M. Thibodeaux présente un bill pour incorporer l'Eglise protestante épiscopale de Thibodeauxville. — Passé avec une réserve présentée par M. Hos, empêchant cette corporation de recevoir des donations de immeubles.

L'acte pour augmenter les pouvoirs des jurés de police passe.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat prend sous considération le bill pour réduire les dépenses de l'Etat, renvoyé par la Chambre des Représentans avec des amendemens, et aussi le bill pourvoyant aux dépenses judiciaires de la ville de la Nouvelle Orléans.

Le Sénat rejette le bill établir sur la responsabilité des employés à régler d'après le montant total du revenu au lieu de celui des recettes. — La question est décidée par 6 non contre 4 oui.

Le Sénat revient sur l'amendement limitant à deux ans le terme des emplois non limités par la constitution.

M. Downs accède à cette proposition, non qu'il ait changé d'opinion, mais bien parce qu'il ne veut pas risquer l'adoption de la mesure pour un point étranger. Il se propose de rappeler plus tard ce principe.

Le Sénat revient sur la 10e section et refuse de concourir à l'amendement réduisant le salaire de l'adjudant-général.

M. Sparrow demande le concours à l'amendement de la Chambre pour fixer les salaires des accusés d'Etat à $200 et parle en faveur.

MM. Carter, Davidson et Hos combattent cette réduction, qu'ils trouvent trop forte.

Le Sénat insiste sur son amendement et rejette celui de la Chambre par 9 oui contre 3 non.

Après quelques disputes des autres amendemens, M. Davidson demande la reconsidération du rejet par le Sénat de la réduction du salaire du juge président de la Cour de Cir. à $2 500.

M. Downs s'y oppose. — MM. Davidson, Hos et Morse appuient la reconsidération. M. Hos fait observer que la dépense ne retombe pas sur l'Etat, puisqu'il y a un fonds à ce sujet provenant des prises.

M. Downs retirera son objection si l'on promet juste le salaire.

M. Hos ne peut rien dire de positif sur ce point.

M. Bernard combat toute reconsidération pour accroître le salaire.

La motion de reconsidérer est rejetée par 7 non contre 6 oui.

Le bill pourvoyant aux dépenses judiciaires de la ville de la Nouvelle-Orléans est pris sous considération et passé.

Sur motion le Sénat reprend la discussion du bill des banques.

MM. Hos et Downs y présentent diverses sections additionnelles du bill du Sénat qui sont adoptées.

M. Hos appuie par quelques remarques la proposition de donner aux actionnaires le prix égal de nombre qu'avant payé ceux des commissaires des banques hypothécaires.

M. Davidson combat vivement cette proposition. Il soutient que le pouvoir de nommer les commissaires doit appartenir tout entier à l'Exécutif, puisque l'Etat est intéressé dans ces institutions.

M. Hos analyse et réfute les arguments de MM. Downs et Davidson. Il croit que sa proposition devrait être adoptée à cause des grands intérêts que les actionnaires ont d'engagés dans ces institutions.

L'amendement est rejeté.

On reprend la section allouant une compensation, au président du bureau des commissaires; et sur la motion de remplir le blanc,

M. Davidson demande au sénateur d'Orléans quelle compensation il juge raisonnable de fixer.

M. Hos croit que, vu les difficultés de cet emploi $4 000 ne sont pas trop.

Le blanc est rempli par ce chiffre et la section est adoptée.

Après quelques autres amendemens le bill subit sa dernière lecture et passe.

Sur motion, le Sénat s'ajourne à demain.

Samedi, 18 mars 1843.

Le président prend son siége à 10 heures et demie. Huit membres sont présents.

M. Bossier demande l'appel. Le nombre des sénateurs qui y répondent n'étant pas suffisant, on fait une motion d'ajourner. M. Bossier s'y oppose, croyant que dans quelques minutes il y aura quorum. Il propose qu'en attendant le sergent d'armes aille trouver les sénateurs qui se trouveraient dans le voisinage et les rendre à leur poste.

Après quelques instants de délai, la motion d'ajournement est remuscitée et adoptée par 5 oui contre 3 non. En conséquence le Sénat s'ajourne.

Lundi, 20 Mars 1843.

M. Lacoste appelle le bill d'indemnité en faveur de Charles Dutclet, shérif de la paroisse de Plaquemine. — Passé.

M. Morse appelle le bill relatif à la Cour de Cité de Lafayette et donne pour raison que le sénateur de Jefferson lui a exprimé le désir de voir passer ce bill.

Le bill est pris sous considération et passé.

Sur motion, le Sénat donne son concours aux amendemens insérés dans le bill pour remettre en vigueur les lois de l'Etat sur les faillites.

Le bill d'indemnité en faveur de M. Wells, ancien shérif de la paroisse des Rapides, est pris sous considération. M. Sparrow appuie le bill et présente des raisons qui peuvent porter le Sénat à avoir de l'indulgence pour M. Wells, que la mort de M. Yorke, chez lequel il avait déposé des fonds, a mis dans de grands embarras.

Le bill est adopté.

Sur motion de M. Hoa, les bills suivants sont lus par le titre et passent.

Acte pour incorporer l'Asile des Orphelins de la Nouvelle-Orléans, sous l'administration des Sœurs de Charité.

Acte relatif aux dépositions de témoignages par commissaires.

On annonce la triste nouvelle de la mort de l'hon. George Waggaman.

M. Hoa prend la parole et retrace d'une voix émue les qualités qui ont si distingué l'estimable collègue dont le Sénat déplore la perte. Il rappelle son urbanité parfaite, sa sincérité, ses dispositions conciliatrices, son esprit qui semait des fleurs dans les questions les plus arides de la législation, son intelligence élevée dans les sujets les plus sérieux, et les hautes capacités dont il a fait preuve dans tous les emplois publics qu'il a occupés.

Cette perte lui est d'autant plus sensible qu'il a pu apprécier dans une longue intimité les talents et les qualités personnelles de M. Waggaman.

Ensuite M. Hoa présente les résolutions suivantes:

Résolu que les membres du Sénat et de la Chambre des Représentans ont appris avec le plus vif regret la mort de leur collègue l'honorable George Waggaman, Sénateur de la paroisse Jefferson;

Que l'Etat de la Louisiane, par la mort prématurée de M. Waggaman, l'Etat de la Louisiane a perdu l'un des citoyens les plus honorables, et l'un de ses fonctionnaires les plus distingués dans les divers postes publics qu'il a occupés comme secrétaire d'Etat, membre des deux chambres et sénateur au congrès;

Que pour témoigner de leur respect à sa mémoire, les membres de la Législature assisteront à ses funérailles et porteront un crêpe au bras gauche pendant trente jours.

Qu'un comité de deux membres du Sénat et de membres de la Chambre des Représentans soit nommé pour prendre les dispositions nécessaires à la mise à effet de ces résolutions.

M. Morse seconde les résolutions et paie un nouveau tribut de regrets et d'estime à la mémoire du membre décédé.

Les résolutions sont adoptées.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat s'ajourne pour donner un autre témoignage de ses regrets.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Jeudi, 23 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 34 membres.

M. Ogden dit que le comité chargé du pénible devoir de prendre les arrangemens nécessaires pour les funérailles de l'honorable J. Bickham, l'a prié d'annoncer à la Chambre que le convoi partirait de la résidence du défunt, rue du Canal, à 11 heures, et que les membres de la Législature devront se former en procession à la maison d'Etat, à 11 heures moins cinq minutes, pour se diriger ensuite vers la maison du défunt.

Sur motion de M. Ogden, le greffier reçoit l'ordre d'aller faire connaître au Sénat les arrangemens pris par la Chambre.

Sur motion de M. Robertson, la Chambre s'occupe de l'acte pour venir au secours de Jean-Baptiste et le renvoie à un comité spécial composé de MM. Robertson, Guilbeau et Broussard.

La séance reste suspendue jusqu'à 11 heures moins cinq minutes.

La Chambre s'étant réunie de nouveau,

Sur motion de M. Ogden, la Chambre s'ajourne à demain 10 heures.

Les Chrétiens en Orient. — Les populations chrétiennes de la Bosnie et de l'Albanie sont toujours en butte aux mêmes vexations de la part des Turcs; aussi écrit-on des frontières de Turquie, 11 janvier, qu'il ne manque qu'une occasion pour déterminer une explosion. Est-on plus heureux en Moldavie, en Valachie? Matériellement oui, moralement non. Les habitans de ces provinces se plaignent d'être abandonnés à la discrétion de la Russie, qui, sans avoir aucun droit sur elles, s'applique à détruire peu à peu tout ce qui constitue leur nationalité. Les Moldo-Valaques sont d'origine romaine; ils possèdent une église nationale indépendante; loin de respecter ces droits si grands faits, le czar travaille à absorber l'église orthodoxe dans celle dont il est le chef suprême et à englober les populations des provinces danubiennes dans l'empire russe, dont il pourrait l'établissement avec une audace qui n'a d'égale que la cupidité de l'Autriche. [Précision et parce que la France ne saurait être soupçonnée d'aucune prétention territoriale à l'embouchure du Danube, peut faire valoir ces motifs, on peut leur dire: Nous avons fait un traité, nous maintenons le but dans lequel il a été fait; nous le maintenons non pas avec cette ardeur de jeunesse ou de leurs précédens (on rit), mais avec le sentiment de charité qui nous animait en 1840. En maintenant le but, restent les moyens.

Ces moyens peuvent varier. A une certaine époque vous nous avez donné le choix entre deux moyens. Nous avons mal choisi. Maintenant nous reprenons le moyen, puisque c'est celui que vous avez adopté en traitant avec les Etats-Unis; ce un mot, le but reste le même, mais nous voulons un moyen qui serve les nôtres sans blesser les blancs. (Hilarité et adhésion.) Il s'agit d'un contrat de bienfaisance entre deux grands peuples, et le bienfait ne peut tourner contre le bienfaiteur. [Très bien! très bien!] On peut aussi trouver détestable philantropie que celle des gens qui, dans l'intérêt des noirs, voudraient provoquer une guerre d'extermination entre les blancs (acclamations à gauche), entre deux grands peuples. (C'est cela! c'est cela!) Eh quoi! les blancs traient à écraser, les deux premiers peuples s'armeraient l'un contre l'autre, et cela au profit des noirs qui seuls y ont intérêt! Non, cela n'est pas possible!

RAPPORT OFFICIEL

Les Délibérations du Sénat de la Louisiane.

Vendredi, 17 mars 1843.

M. Sparrow, après avoir appelé le bill pour accorder une permission d'absence temporaire au juge Taliaferro, de la paroisse Catahoula, fut observer que cette absence n'aura pas d'inconvénient puisque l'un des juges de paix remplacera le juge absent.

Le bill passe.

M. Labauve appelle le bill exemptant certains jurés du paiement de baux. — Adopté.

Sur motion, le Sénat prend son considération le bill relatif au canal de Barataria, et l'adopte.

M. Thibodeaux présente un bill pour incorporer l'Eglise protestante épiscopale de Thibodeauxville. — Passé avec une réserve présentée par M. Hos, empêchant cette corporation de recevoir des donations de immeubles.

L'acte pour augmenter les pouvoirs des jurés de police passe.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat prend sous considération le bill pour réduire les dépenses de l'Etat, renvoyé par la Chambre des Représentans avec des amendemens, et aussi le bill pourvoyant aux dépenses judiciaires de la ville de la Nouvelle Orléans.

Le Sénat rejette le bill établir sur la responsabilité des employés à régler d'après le montant total du revenu au lieu de celui des recettes. — La question est décidée par 6 non contre 4 oui.

Le Sénat revient sur l'amendement limitant à deux ans le terme des emplois non limités par la constitution.

M. Downs accède à cette proposition, non qu'il ait changé d'opinion, mais bien parce qu'il ne veut pas risquer l'adoption de la mesure pour un point étranger. Il se propose de rappeler plus tard ce principe.

Le Sénat revient sur la 10e section et refuse de concourir à l'amendement réduisant le salaire de l'adjudant-général.

M. Sparrow demande le concours à l'amendement de la Chambre pour fixer les salaires des accusés d'Etat à $200 et parle en faveur.

MM. Carter, Davidson et Hos combattent cette réduction, qu'ils trouvent trop forte.

Le Sénat insiste sur son amendement et rejette celui de la Chambre par 9 oui contre 3 non.

Après quelques disputes des autres amendemens, M. Davidson demande la reconsidération du rejet par le Sénat de la réduction du salaire du juge président de la Cour de Cir. à $2 500.

M. Downs s'y oppose. — MM. Davidson, Hos et Morse appuient la reconsidération. M. Hos fait observer que la dépense ne retombe pas sur l'Etat, puisqu'il y a un fonds à ce sujet provenant des prises.

M. Downs retirera son objection si l'on promet juste le salaire.

M. Hos ne peut rien dire de positif sur ce point.

M. Bernard combat toute reconsidération pour accroître le salaire.

La motion de reconsidérer est rejetée par 7 non contre 6 oui.

Le bill pourvoyant aux dépenses judiciaires de la ville de la Nouvelle-Orléans est pris sous considération et passé.

Sur motion le Sénat reprend la discussion du bill des banques.

MM. Hos et Downs y présentent diverses sections additionnelles du bill du Sénat qui sont adoptées.

M. Hos appuie par quelques remarques la proposition de donner aux actionnaires le prix égal de nombre qu'avant payé ceux des commissaires des banques hypothécaires.

M. Davidson combat vivement cette proposition. Il soutient que le pouvoir de nommer les commissaires doit appartenir tout entier à l'Exécutif, puisque l'Etat est intéressé dans ces institutions.

M. Hos analyse et réfute les arguments de MM. Downs et Davidson. Il croit que sa proposition devrait être adoptée à cause des grands intérêts que les actionnaires ont d'engagés dans ces institutions.

L'amendement est rejeté.

On reprend la section allouant une compensation, au président du bureau des commissaires; et sur la motion de remplir le blanc,

M. Davidson demande au sénateur d'Orléans quelle compensation il juge raisonnable de fixer.

M. Hos croit que, vu les difficultés de cet emploi $4 000 ne sont pas trop.

Le blanc est rempli par ce chiffre et la section est adoptée.

Après quelques autres amendemens le bill subit sa dernière lecture et passe.

Sur motion, le Sénat s'ajourne à demain.

Samedi, 18 mars 1843.

Le président prend son siége à 10 heures et demie. Huit membres sont présents.

M. Bossier demande l'appel. Le nombre des sénateurs qui y répondent n'étant pas suffisant, on fait une motion d'ajourner. M. Bossier s'y oppose, croyant que dans quelques minutes il y aura quorum. Il propose qu'en attendant le sergent d'armes aille trouver les sénateurs qui se trouveraient dans le voisinage et les rendre à leur poste.

Après quelques instants de délai, la motion d'ajournement est remuscitée et adoptée par 5 oui contre 3 non. En conséquence le Sénat s'ajourne.

Lundi, 20 Mars 1843.

M. Lacoste appelle le bill d'indemnité en faveur de Charles Dutclet, shérif de la paroisse de Plaquemine. — Passé.

M. Morse appelle le bill relatif à la Cour de Cité de Lafayette et donne pour raison que le sénateur de Jefferson lui a exprimé le désir de voir passer ce bill.

Le bill est pris sous considération et passé.

Sur motion, le Sénat donne son concours aux amendemens insérés dans le bill pour remettre en vigueur les lois de l'Etat sur les faillites.

Le bill d'indemnité en faveur de M. Wells, ancien shérif de la paroisse des Rapides, est pris sous considération. M. Sparrow appuie le bill et présente des raisons qui peuvent porter le Sénat à avoir de l'indulgence pour M. Wells, que la mort de M. Yorke, chez lequel il avait déposé des fonds, a mis dans de grands embarras.

Le bill est adopté.

Sur motion de M. Hoa, les bills suivants sont lus par le titre et passent.

Acte pour incorporer l'Asile des Orphelins de la Nouvelle-Orléans, sous l'administration des Sœurs de Charité.

Acte relatif aux dépositions de témoignages par commissaires.

On annonce la triste nouvelle de la mort de l'hon. George Waggaman.

M. Hoa prend la parole et retrace d'une voix émue les qualités qui ont si distingué l'estimable collègue dont le Sénat déplore la perte. Il rappelle son urbanité parfaite, sa sincérité, ses dispositions conciliatrices, son esprit qui semait des fleurs dans les questions les plus arides de la législation, son intelligence élevée dans les sujets les plus sérieux, et les hautes capacités dont il a fait preuve dans tous les emplois publics qu'il a occupés.

Cette perte lui est d'autant plus sensible qu'il a pu apprécier dans une longue intimité les talents et les qualités personnelles de M. Waggaman.

Ensuite M. Hoa présente les résolutions suivantes:

Résolu que les membres du Sénat et de la Chambre des Représentans ont appris avec le plus vif regret la mort de leur collègue l'honorable George Waggaman, Sénateur de la paroisse Jefferson;

Que l'Etat de la Louisiane, par la mort prématurée de M. Waggaman, l'Etat de la Louisiane a perdu l'un des citoyens les plus honorables, et l'un de ses fonctionnaires les plus distingués dans les divers postes publics qu'il a occupés comme secrétaire d'Etat, membre des deux chambres et sénateur au congrès;

Que pour témoigner de leur respect à sa mémoire, les membres de la Législature assisteront à ses funérailles et porteront un crêpe au bras gauche pendant trente jours.

Qu'un comité de deux membres du Sénat et de membres de la Chambre des Représentans soit nommé pour prendre les dispositions nécessaires à la mise à effet de ces résolutions.

M. Morse seconde les résolutions et paie un nouveau tribut de regrets et d'estime à la mémoire du membre décédé.

Les résolutions sont adoptées.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat s'ajourne pour donner un autre témoignage de ses regrets.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Jeudi, 23 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 34 membres.

Le soussigné ayant formé une société, pour le trafic et la vente des effets ci-dessus mentionnés, sous la raison de COMPTOIR DES FAMILLES, MM. FRICOU & DURREL, informent leurs amis et le public qu'ils ont ouvert leurs magasins, rue du Chartres, No. 130, entre St. Louis et Toulouse, et qu'ils sont prêts à recevoir les marchandises qu'on voudra bien leur confier.

Les jours d'encan sont les mardi, jeudi et samedi.

Nouvelle-Orléans, 20 mars 1843.

J. B. FRICOU.
J. A. DURREL.

21 mars—1m

INFORMATION demandée par LEOPOLD PINNER, qui a quitté Munster, Westphalie, en mars 1837. — Si cet avis lui parvient il est prié d'écrire à son père H. Pinner, New-York. On n'a jamais pu découvrir le lieu de la mort de son frère Jacob Pinner, qui est décédé dans cette ville. Leopold Pinner est prié de se mettre en correspondance avec son père, qui est dans un âge très avancé. Il pourra donner quelques renseignemens sur la famille de Leopold Pinner, il sera donné une récompense à sa famille ou à celui qui donnera quelques lignes à H. Pinner, New-York.

Le Civiliste et Tribune de Galveston, Texas, est invité à copier cet avis et à envoyer le compte à notre bureau.

24 mars—1d

No. 19,000.—John Miller vs. ses créanciers et les créanciers de Jesse Bloch & Co.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour du premier District et Judiciaire.—Vendredi 17 mars 1843. — Présent l'honorable A. M. Buchanan, Juge.—Sur motion de C. Rondine, avocat de la demanderesse, ordonné que l'assemblée des créanciers ait lieu, et sur l'avis de la nomination d'un liquidateur, ordonné que tous les créanciers produisent leurs titres de créance devant le dit liquidateur, et ce dans trois mois, il est ordonné que les créanciers de l'insolvable et toutes autres personnes intéressées, soient et paraissent devant le juge de district du premier district, à la séance fixée pour lesquels lesdits titres produits ne seront pas confirmé et homologué conformément à la loi, et les dits créanciers soient à jamais forclos.

Extrait des minutes.

T. GILMORE,
Député Greffier.

24 mars—3 en 10j

ETAT DE LA LOUISIANE.—Paroisse de Jefferson.—Cour de District.—No. 2,281.—William W. Orgood vs. George Joate.—En vertu d'un ordre de fort émis à moi par l'honorable Cour du premier district judiciaire de l'Etat de la Louisiane, j'exposerai en vente publique au domicile de George Joate, rue Bienville, entre les rues Carondelet et Lafayette, la 1re partie, [illegible] avec dépendances, consistant en [illegible] chaîne, à quatre heures P. M. le mardi 28 mars prochain, savoir: Des tables à boules et à neuf, deux [illegible] un tonneau et demi de [illegible] 1815.

Il sera fait ledit jour une description en faveur des créanciers hypothécaires.

Du produit net provenant de la vente de [illegible] sera payé [illegible] l'élection des membres du comité pour l'année finissant le 19 mars 1844.

Il sera fait ledit jour une description en faveur des créanciers hypothécaires.

Du produit net provenant de la vente de [illegible] sera payé [illegible] l'élection des membres du comité pour l'année finissant le 19 mars 1844.

M. [illegible] ayant été nommé commissaire pour recevoir les [illegible] de la Pointe à Pitre [illegible] pour le bureau de [illegible] Louisiane, [illegible] Club qui [illegible] notre bonne œuvre, trouveront à l'avenir au [illegible] pour déposer leur offrande, pendant toute la matinée du courant.

MANUEL J. GARCIA,
Président de la vente.

21 mars—3 en 10j

Secrétaire.

$100 DE RECOMPENSE.

PERDU hier matin, un BILLET de la Banque de la Louisiane à ordre.

En le passant par rues Bienville et la Levée, jusqu'au Marché aux Légumes, puis repassant par la Levée, la rue Toulouse, de Chartres, Bienville et Royale jusqu'à la Banque de la Louisiane.

La personne qui a trouvé ce billet fera une bonne action en le remettant au bureau de notre feuille, en retenant la récompensation ci-dessus.

Ce billet a été perdu par un pauvre employé, père de famille, sur qui pourront peser de grands malheurs.

21 mars—1

ADOPTION de Benjamin [illegible] 9 ans et 24 sur 12, 3000 dollars de [illegible] 15. Bon titre au 1er [illegible] 0, 10,000 dans 10 sur 10, 15000 dans 16 sur 10, et 20000 dans 16 sur [illegible] de [illegible] du mois de mars prochain, à vendre par

LYALL & DAVIDSON, 101 Camp

TOILE—6 onces de 10, 11 et 12 fils sur la feuille, en entrepôt, et à vendre par

LYALL & DAVIDSON, 101 Camp

BRIQUES et tuiles à lest—des meilleures sortes disponibles que[illegible] anglaises, 9,000 toiles anglaises, 10,000 [illegible] en [illegible] pour [illegible] 3 [illegible] 7 [illegible] 8 vendre à bas prix pour [illegible] pour

24 mars

LYALL & DAVIDSON, 101 Camp

CHARBON—[illegible] 1ère qualité, [illegible] 2 planches de pont; [illegible] 47 021 [illegible] 1 [illegible] 2 [illegible] 19 [illegible] 3 [illegible] 4 [illegible] 5 [illegible] 6 [illegible] 7 [illegible] 8 [illegible] 9 [illegible] 10 [illegible] 11 [illegible] 12 [illegible] 13 [illegible] 14 [illegible] 15 [illegible] 16 [illegible] 17 [illegible] 18 [illegible] 19 [illegible] 20 [illegible] 21 [illegible] 22 [illegible] 23 [illegible] 24 [illegible] 25 [illegible] 26 [illegible] 27 [illegible] 28 [illegible] 29 [illegible] 30 [illegible] 31 [illegible] 32 [illegible] 33 [illegible] 34 [illegible] 35 [illegible] 36 [illegible] 37 [illegible] 38 [illegible] 39 [illegible] 40 [illegible] 41 [illegible] 42 [illegible] 43 [illegible] 44 [illegible] 45 [illegible] 46 [illegible] 47 [illegible] 48 [illegible] 49 [illegible] 50 [illegible] 51 [illegible] 52 [illegible] 53 [illegible] 54 [illegible] 55 [illegible] 56 [illegible] 57 [illegible] 58 [illegible] 59 [illegible] 60 [illegible] 61 [illegible] 62 [illegible] 63 [illegible] 64 [illegible] 65 [illegible] 66 [illegible] 67 [illegible] 68 [illegible] 69 [illegible] 70 [illegible] 71 [illegible] 72 [illegible] 73 [ill